



Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement

Bulletin international sur l'intégration de la prévention de la violence armée et sa transformation en stratégies pour le développement

Numéro 6, Mai 2009

Introduction: Cette publication électronique a pour objectif de soutenir le processus de la *Déclaration de Genève* et d'encourager les activités des gouvernements, des organisations internationales et de la société civile en vue de faire le lien entre, d'une part, les programmes de développement et, d'autre part, la prévention de la violence et les stratégies de réduction de cette violence. La DG, aujourd'hui adoptée par 106 Etats de toutes les régions du monde, s'engage à traduire ses objectifs dans des actions concrètes, fondées sur les trois piliers de son programme: "**Plaidoyer**", "**Mesurabilité et recherche**", et "**Etablissement de programmes**". (Pour de plus amples informations sur la *Déclaration de Genève* et ses activités, voir le site: www.genevadeclaration.org).

En ouverture:

“Cette violence ne nous a pas encore ébranlés, parce que nous ne voyons pas que ces jeunes baignant dans leur sang sont les nôtres. D'une certaine manière, nous n'avons pas fait le lien et c'est ce qui nous a desservis. Nous parlons de délinquance, de violence armée dans ce pays et nous en parlons en termes de pauvres, de jeunes, de jeunes noirs. Lorsque nous nous mettons à jeter un regard d'ensemble sur la criminalité, nous commençons à comprendre l'impact de la criminalité à un niveau plus élevé sur cette violence armée dont nous sommes témoins actuellement. Nous devons débusquer cette criminalité et empêcher qu'elle exerce son influence à d'autres niveaux." *Nadine Lewis Agard, citée dans Trinidad and Tobago Express, 19 avril 2009.* http://www.trinidadexpress.com/index.pl/article_news?id=161466530

Dans ce numéro:

1. **Les gouvernements sont invités à faire parvenir jusqu'au 31 mai au Secrétaire général des Nations Unies (SG) leur avis sur la relation entre la violence armée et le développement**
2. **Réunion sous-régionale des pays d'Amérique centrale sur la violence armée et le développement**
3. **Kenya: réunion d'information régionale sur la DG**
4. **Nouveau rapport de la Déclaration de Genève sur la violence armée au Burundi**

5. **Mise en place de programmes sur le terrain: Libéria, Népal, Sierra Leone, Yémen, Equateur, Pakistan, Kenya, Etats-Unis/Canada**
6. **Eléments de bibliographie**
7. **Pour plus d'informations**

Nouvelles de la campagne: A ce jour, la Déclaration de Genève a été adoptée officiellement par 106 Etats; le Nicaragua est le dernier Etat en date y ayant adhéré. Plus de 100 pays soutiennent l'action des promoteurs de la Déclaration de Genève pour lier les efforts visant à la réduction de la violence aux activités de développement

1. Les gouvernements sont invités à faire parvenir jusqu'au 31 mai au Secrétaire général des Nations Unies (SG) leur avis sur la relation entre la violence armée et le développement. Comme nous le signalions dans le dernier numéro du Bulletin de la DG, la Résolution A/RES/63/23 de l'Assemblée générale des Nations Unies invite les Etats membres de l'ONU à fournir jusqu'au 31 mai 2009 au SG leurs avis et autres informations relatives aux liens existant entre la violence armée et le développement. Etant donné la proximité du délai, le Groupe pilote de la DG a organisé des consultations à New York, Genève et Vienne pour encourager les Etats à envoyer des réponses utiles et détaillées au SG de l'ONU. En outre, les membres du Groupe pilote organisent des "démarches" diplomatiques dans les capitales pour encourager la soumission de tels documents. En date du 4 mai, les textes de cinq pays ont été mis sur le site de l'ONU (Chili, Liban, Pays-Bas, Qatar, ex-République yougoslave de Macédoine). Pour de plus amples informations sur la résolution et son processus, voir:

http://www.un.org/disarmament/convarms/SALW/Html/Armed_Violence-MSViews.shtml

et

http://www.iansa.org/campaigns_events/UNSGconsultations_armed_violence.htm

Des organisations de la Société civile sont aussi à l'œuvre pour aider à la rédaction des rapports nationaux. Elles ont élaboré des "lignes directrices" pour les rapports nationaux que les ONG peuvent proposer à leurs gouvernements. Ce document énumère un large éventail d'initiatives gouvernementales pouvant être considérées comme des aspects des programmes sur la violence armée et le développement au niveau national. Sur les "lignes directrices", voir:

(en anglais) www.iansa.org/campaigns_events/documents/GuidelinesAVD.doc

(en français) www.iansa.org/campaigns_events/documents/note_indicatrice.doc

(en espagnol) www.iansa.org/campaigns_events/documents/lineamientos.doc

Pour des suggestions concernant la promotion du modèle (dans la langue de votre choix), contactez: dljackman@rogers.com

2. Réunion sous-régionale des pays d'Amérique centrale sur la violence armée et le développement. Un séminaire sur le thème de la violence armée et du développement, destiné aux pays d'Amérique centrale, s'est déroulé à Carthagène, en Colombie, du 20 au 23 avril. Il a été organisé par l'Espagne, le PNUD (BCPR) et le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNLiREC). Les participants, représentant les gouvernements et la

société civile des pays d'Amérique centrale et de la Colombie, ainsi que divers organismes internationaux comme la Banque mondiale et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), ont parlé d'expériences concrètes et de pratiques permettant de réduire la violence armée en vue d'une amélioration du développement et d'élaborer des stratégies susceptibles de contribuer à une réduction de la violence armée en Amérique centrale, région du monde la plus touchée par cette violence.

3. Kenya: réunion d'information régionale sur la DG. Des groupes de la société civile ont été invités à participer à une réunion à l'ambassade de Finlande à Nairobi. Ils ont été mis au courant de la mise en œuvre de la Déclaration de Genève au Kenya et en Afrique orientale. Un certain nombre de membres du personnel d'ambassades vivant à Nairobi ont assisté à la réunion. Des représentants du PNUD, de départements du gouvernement du Kenya, dont ceux travaillant dans les domaines des armes légères et de petit calibre, de l'établissement de la paix et de la gestion des conflits, et d'Oxfam GB ont présenté des exposés. Ce genre d'initiative en vue de créer des synergies et une complémentarité aidera la société civile et les organisations de ce genre à mettre en œuvre efficacement la Déclaration de Genève.

4. Nouveau rapport de la Déclaration de Genève sur la violence armée au Burundi. En 2008, plus de 1000 personnes ont été tuées et près de 1300 blessées du fait de la violence armée au Burundi, pays où le taux d'homicides est relativement élevé et atteint 12,3 sur 100'000 habitants. Ces chiffres, ainsi que d'autres apparaissent dans une nouvelle étude du Small Arms Survey menée pour la Déclaration de Genève et intitulée "L'insécurité est une autre guerre: analyse de la violence armée au Burundi". Ce rapport souligne des fronts prioritaires de lutte contre la violence armée, notamment le développement de la capacité d'assurer la sécurité et d'administrer la justice, les mesures visant à réduire la vulnérabilité des populations à risque et la mise sur pied d'un programme de désarmement des civils. Ce rapport a été établi en coopération avec la Commission nationale du Burundi pour le désarmement de la population civile et la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre (CDCPA) et la Ligue Iteka, une organisation non-gouvernementale, avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ainsi que des gouvernements suisse et britannique. Voir: <http://www.genevadeclaration.org/resources-armed-violence-burundi.html>

5. Mise en place de programmes sur le terrain. *La mise en œuvre de la Déclaration de Genève est de plus en plus centrée sur des projets concrets mettant en lien la réduction/prévention de la violence armée et le développement. On espère que des activités, actuellement en cours et futures, offriront des méthodes conformes aux bonnes pratiques, inciteront les gouvernements, la société civile et la communauté internationale des donateurs à aborder ce lien si complexe. La société civile joue un rôle déterminant dans la réalisation de ces projets et contribue ainsi de manière importante à l'un des principaux objectifs de la Déclaration de Genève, à savoir mettre "tout en œuvre pour aboutir, à l'horizon 2015, à une réduction quantifiable du fléau mondial de la violence armée et à des améliorations tangibles de la sécurité humaine dans le monde entier".*

Libéria: Le PNUD reçoit une subvention pour le projet Armes contre développement. Le gouvernement du Japon a accordé au PNUD une subvention de \$ 1,6 pour soutenir le programme national de remise des armes contre de l'aide au développement au Libéria. Bien que la phase Désarmement et démobilisation (DD) du programme DDR (Désarmement, démobilisation et réinsertion) soit arrivé à son terme en novembre 2004, de grandes quantités d'armes légères et de petit calibre sont encore en circulation. Le projet Armes contre développement au Libéria offre des subventions allant jusqu'à \$40'000 à des collectivités qui ont été déclarées libres d'armes par la police nationale du Libéria et l'UNMIL, la force de maintien de la paix des Nations Unies au Libéria. Pour plus d'informations, consultez "Small Arms and Light Weapons" (Armes légères et de petit calibre) sous la rubrique "Programmes de pays", site <http://www.lr.undp.org/>

Région des Caraïbes: Conférence sur les femmes et la prévention de la violence. Le Women's Institute for Alternative Development (WINAD – Institut des femmes pour un développement alternatif), conjointement avec l'UNICEF, a accueilli à Trinidad et Tobago une conférence régionale de deux jours (15-16 avril 2009) sur le thème "Des femmes parlent avec des femmes: Criminalité et violence dans les Caraïbes" (Women Talking with Women: Crime and Violence in the Caribbean). Cette conférence a offert un lieu de parole à 150 femmes qui représentaient des organisations de femmes, de jeunes, de travailleuses et liées à des collectivités, ainsi que des institutions gouvernementales d'Antigua, Belize, du Canada, de Colombie, de la République dominicaine, de Granada, Guyana, Haïti, de la Jamaïque, de St. Kitts, St. Lucia, St. Vincent, Trinidad et Tobago, Turks et Caicos, des Etats Unis et du Venezuela. Au cours de cette rencontre, un Plan d'action régional en 10 points a été élaboré, ainsi que des principes et des lignes d'action visant à promouvoir la participation des femmes à la prévention de la violence et à la construction de la paix. Texte du plan d'action régional: <http://www.winad.org/upload/winadresllpress2.pdf> et une interview: http://www.trinidadexpress.com/index.pl/article_news?id=161466530

Népal: perceptions de la sécurité. En 2008, à la suite de recherches menées l'année précédente, Safer World et Interdisciplinary Analysts (IDA) ont effectué une enquête auprès de plus de 3000 personnes dans l'ensemble du Népal pour recueillir leur avis sur les grandes questions concernant la paix et la sécurité. En complément, des interviews d'informateurs importants ont été interviewés et un atelier de validation a eu lieu. Cette étude révèle que les gens ont de plus en plus tendance à s'adresser à la police et qu'ils ont l'impression que les services de sécurité s'efforcent d'améliorer la situation du pays – mais elle montre aussi que leur patience s'amenuise et qu'ils désirent constater une amélioration de leur sécurité. Le nombre des personnes qui pensent que le pays "va dans la bonne direction" a diminué de 20% par rapport aux résultats de 2007. Pour un résumé de l'enquête, on consultera : <http://www.saferworld.org.uk/images/pubdocs/SW-IDA%20Nepal%20briefing.pdf>

Sierra Leone: le chômage des jeunes pourrait compromettre la stabilité. Selon Tamba Kakarnbanja, conseiller en charge de la jeunesse à Koidu, la plupart des jeunes

ont combattu dans la guerre civile de 1999-2002. Des sources gouvernementales déclarent que 60% des jeunes de Sierra Leone n'ont pas d'emploi – l'un des taux les plus élevés du monde – et certains spécialistes de la jeunesse craignent que le mécontentement croissant de la population jeune, auquel s'ajoutent la pauvreté chronique et la cherté de la vie, constituent une menace pour la stabilité.

<http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=83278>

Etats-Unis / Canada: La prévention l'emporte sur les sanctions contre la criminalité des bandes. "Le Bureau pour la justice des mineurs et la prévention de la délinquance juvénile du Département de la justice des Etats Unis a élaboré un modèle de bonne pratique pour faire face au problème des bandes de jeunes existantes ou émergentes; ce modèle est centré sur une planification stratégique destinée aux collectivités en proie à ces difficultés et il permet à ces collectivités d'entreprendre une série de programmes et d'activités pour agir contre les gangs. Il existe une foule d'ouvrages sur les pratiques possibles et il ressort clairement que ce qui fonctionne dans une collectivité peut différer grandement de ce qui est adapté à une autre. Les anciens membres de bandes sont les catalyseurs de changement les plus décisifs." *Tiré de "Don't Message the Shooter," Neil Boyd, Globe and Mail (Canada), 7 mars 2009.*

<http://www.theglobeandmail.com/servlet/story/RTGAM.20090306.wcoessay0307/BNStory/specialComment>

Yémen: Formation à la construction de la paix pour des religieux musulmans. L'organisation Dar al-Salam de lutte contre le port d'armes a organisé un cours de formation destiné à des responsables religieux musulmans pour lutter contre l'extrémisme et promouvoir le contrôle des armes légères. Ce séminaire était parrainé par le Ministère yéménite de la fonction publique et des assurances et le Ministère du développement des Pays-Bas, dans le cadre d'une stratégie qui s'efforce de mettre sur pied près de 80 cours pour des religieux musulmans et des institutions privées en vue de prévenir la violence armée et le terrorisme. 85 étudiants du gouvernorat de Sanaa, hommes et femmes, ont participé à une représentation théâtrale sur la construction de la paix, produite et dirigée par Dar al-Salam. http://www.iansa.org/regions/nafrica/yemen_demand09.htm

Equateur: d'anciens membres de gangs échangent leurs armes contre des ciseaux et du vernis à ongles. Dans le quartier le plus dangereux de Guayaquil, la plus grande ville de l'Equateur et celle où le taux de criminalité est le plus élevé, une douzaine de jeunes s'affairent dans l'imprimerie de l'organisation Paz Urbana. A l'entrée, un jeune homme dessine un logo pour un T-shirt avec de la peinture à graffiti. Au fond de la pièce, dans une atmosphère faite de musique hip-hop et d'odeurs de peinture, de jeunes gens tatoués, portant des pantalons "baggy" et des casquettes de baseball, préparent une commande de documents de travail pour des écoles. L'imprimerie fait partie d'un ensemble de petites entreprises qui comprend notamment une boulangerie, un institut de beauté et une école de danse, fonctionnant sur un modèle commercial surprenant: elles sont toutes gérées par d'anciens membres de gangs des rues d'Equateur, dont beaucoup étaient autrefois rivales. Au coeur de cette opération, qui a contribué à faire tomber de manière spectaculaire le taux de la criminalité urbaine, on trouve Nelsa Curbelo, une ancienne religieuse et enseignante uruguayenne.

The Christian Science Monitor, 22 janvier 2009

<http://www.csmonitor.com/2009/0122/p01s03-woam.html>

Pakistan: Des groupes de la société civile demandent au gouvernement de soutenir le projet de Traité mondial sur le commerce des armes. Des membres d'organisations de la société civile ont décidé de lancer une campagne de plaidoyer et de lobbying pour exiger du gouvernement qu'il participe aux travaux en vue du Traité mondial sur le commerce des armes et ratifie le deuxième protocole à la Convention relative aux droits de l'enfant, protocole qui traite de l'implication des enfants dans les conflits armés. Dans un communiqué de presse publié après la séance de clôture de la manifestation qui s'est déroulée pendant deux jours au Département des Relations internationales de l'Université de Karachi, Naeem Ahmed, professeur assistant, a déclaré que l'aliénation du gouvernement et les infrastructures déficientes génèrent la violence. Il est d'avis que des possibilités socio-économiques et politiques accrues pour l'homme de la rue pourraient contribuer à diminuer l'usage des armes.

Daily Times (Lahore) 10 février 2009

http://www.dailytimes.com.pk/default.asp?page=2009%5C02%5C07%5Cstory_7-2-2009_pg12_9

Kenya: Maintien de l'ordre au niveau communautaire. Le groupe d'entraide "Home Again" a salué une initiative du gouvernement visant à instituer au niveau communautaire le maintien de l'ordre dans les bidonvilles. Des membres du groupe signalent que dans les quartiers défavorisés, un niveau alarmant de violence armée règne notamment contre des femmes et des jeunes filles qui ont été violées devant leurs familles sous la menace des armes et que de nombreuses femmes ont aussi été violées par des policiers armés durant les violences qui ont suivi les élections de janvier. Le groupe d'entraide "Home Again" mène une campagne de porte-à-porte qui cible des groupes de jeunes et vise à prévenir la violence armée et à dénoncer toute forme de violence auprès de la police communautaire. Voir Bulletin IANSA, 19 décembre 2008, www.iansa.org

6. Eléments de bibliographie: *Les publications présentées ci-après sont récentes et ont été sélectionnées à partir de différentes sources qui exposent divers aspects des activités liées aux questions de la violence armée et du développement.*

Réduire la violence armée – Permettre le développement. Le Comité d'aide au développement (DAC/CAD) de l'OCDE a approuvé ce document d'orientation en janvier 2009, qui a pour but d'aider la communauté internationale à mieux comprendre la dynamique de la violence armée et à y réagir. Le document montre comment les acteurs sur le terrain peuvent allier des méthodes d'évaluation et des programmations diverses permettant des interventions efficaces en vue de réduire et de prévenir la violence armée, comme par exemple discerner, selon des paramètres en usage dans le domaine de la santé publique, les tendances de la violence armée, les "points chauds", les facteurs de risque et les facteurs de protection. Cette publication a pour objectif de soutenir les efforts des acteurs internationaux en vue de traduire les bonnes paroles en programmes concrets. On ne peut que vivement encourager les conseillers qui travaillent dans les bureaux centraux et le personnel sur le terrain - notamment dans des pays confrontés à de graves

problèmes relatifs à la violence armée – à tirer profit de l'analyse que contient ce document. Pour de plus amples informations, on consultera: http://www.oecd.org/document/21/0,3343,en_2649_33693550_42281877_1_1_1_1.00.html

Strengthening the Economic Dimensions of Peacebuilding (Renforcer la dimension économique de la consolidation de la paix) Cette série de quatre études de cas est publiée par International Alert. Elles examinent les diverses manières dont les causes économiques, les moteurs et les effets des conflits ont été abordés dans un certain nombre de pays en proie à des conflits. Ces publications ont pour but d'encourager l'échange d'informations et d'expériences d'un pays à l'autre et d'enrichir le débat international sur la façon d'adapter les interventions de développement économique aux contextes conflictuels, de développer chez les acteurs la sensibilité au conflit et de les rendre capables de soutenir à long terme les efforts de consolidation de la paix. Chaque étude de cas est centrée sur un aspect particulier du redressement économique: en Ouganda (permettre le développement d'économies de paix par un redressement rapide), au Népal (le rôle des entreprises dans le redressement économique à la suite des conflits), à Sri Lanka (repenser le lien existant entre la jeunesse, le chômage et le conflit), et en Colombie (les défis auxquels est confronté le soutien apporté à des possibilités de moyens d'existence "alternatifs" en vue de l'établissement de la paix). Le programme complet et les possibilités de consolidation de la paix sont disponibles à l'adresse: http://www.international-alert.org/peace_and_economy/index.php?t=3

Lessons from Liberia: Integrated Approaches to Peace-building in Transitional Settings. (*Approches intégrées de l'établissement de la paix dans des contextes en transition* - Dr Erin McCandless, Occasional Paper 160, Institute for Security Studies, March 2008). Cette étude part du fait que des processus stratégiques intégrés sont essentiels pour une construction efficace de la paix. Avec les gouvernements nationaux et les acteurs de la société civile, les missions intégrées, là où elles existent, sont des acteurs décisifs dans ce processus; cependant, il importe de mieux comprendre les ressources qu'elles peuvent impliquer et de les utiliser de manière à servir notre compréhension collective croissante sur la manière de cultiver la paix. Au moment où la Commission pour l'établissement de la paix et d'autres partenaires, dans le cadre des Nations Unies, s'efforcent de parvenir à un consensus sur la signification de l'établissement de la paix et des processus stratégiques intégrés qui sont au cœur de sa pratique, le cas du Libéria offre de riches perspectives dans un contexte post-conflit. http://www.iss.co.za/index.php?link_id=3&slink_id=5915&link_type=12&slink_type=12&tmpl_id=3

Public oversight of the security sector: a handbook for civil society organizations. (*Surveillance publique du secteur de la sécurité: manuel pour les organisations de la société civile*)

Les gouvernements ont tendance à tenir d'une main de fer les rênes du secteur sécuritaire. Cependant, la société civile a un rôle important à jouer lorsqu'il s'agit de faire en sorte que ce secteur ne se contente pas de respecter la loi, mais qu'il fasse aussi preuve de transparence et de responsabilité. Cela est particulièrement vrai lorsque les organes publics de surveillance ne suffisent pas à le contrôler. Ce manuel vise à offrir aux organisations de la société civile les outils lui permettant de surveiller le secteur de la

sécurité dans un cadre démocratique. Il offre non seulement des lignes directrices sur la conscientisation, l'analyse des budgets, la formation au plaidoyer et à son suivi, mais aussi des recommandations spécifiques concernant le genre, les droits de l'homme, les alliances internationales et d'autres questions. Publié par le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées, à Genève, ce manuel est disponible à l'adresse: http://www.eldis.org/cf/rdr/?doc=42007&em=2_30209&sub=conf
Voyez aussi: www.genevadeclaration.org/resources.html

7. Pour plus d'informations: *Souhaitez-vous faire part d'informations sur des activités en cours dans votre pays et signaler des publications qui traitent de l'interface entre la prévention et la réduction de la violence armée et le développement?*

Si vous connaissez des projets couronnés de succès, passés ou en cours, dont vous pensez qu'ils pourraient être utiles, partagez-les avec nos lecteurs. Envoyez toute suggestion ou adresse de sites internet utiles à QUNO, quno1@quno.ch

Veillez visiter le site <http://www.genevadeclaration.org/context.html> si vous souhaitez d'autres informations.

Pour prendre contact avec la rédaction au sujet du contenu de ce bulletin, envoyez un message électronique à newsletter@genevadeclaration.org

Les éditeurs: Ce bulletin est publié et diffusé par le Bureau Quaker auprès des Nations Unies (QUNO) à Genève; il cherche à sensibiliser ses lecteurs aux questions et aux programmes liés au développement et à la violence armée et à accroître l'engagement en faveur du processus de la Déclaration de Genève.

QUNO a été chargé par le groupe des Etats adhérant à la DG d'informer la société civile sur le processus de la *Déclaration de Genève*.